

ma part quels sont les services dont ont bénéficié ces autres personnes et, dans chaque cas, je les ai appuyés. Je suis d'ailleurs disposé à les appuyer de nouveau car, à mon humble avis, l'économie tout entière de notre pays repose sur ces producteurs de base. Somme toute on ne saurait guère tirer la richesse que de la mer, de la terre ou de la forêt et ce sont précisément ceux qui vont chercher cette richesse dans la terre, la mer ou la forêt qui nous procurent le niveau de vie dont bénéficie notre pays. Ce sont ces gens qui méritent qu'on songe à eux avant tout le monde.

Or, jusqu'ici dans ce débat, je n'ai entendu personne venir à leur défense. Il se peut qu'il y ait eu simple négligence de la part de certains honorables députés qui ont pris la parole. Peut-être ne se rendent-ils pas compte des conditions dans lesquelles vivent certains de nos producteurs de base. Mais moi, je le sais, et j'estime qu'il faut les aider, et aussi longtemps que je représenterai ce groupe, je continuerai à souligner de toutes les façons possibles l'importance de ce groupe de producteurs pour l'économie de notre pays et pour les provinces riveraines de l'Atlantique, car cette vieille industrie importe beaucoup à ces provinces.

Nous avons été très encouragés par la déclaration récente du ministre du Commerce (M. Howe), selon laquelle il serait possible encore une fois d'obtenir une part du commerce avec les Antilles, lequel a toujours été si important pour les provinces Maritimes. Cependant, avant de laisser ce sujet, je tiens à souligner encore une fois combien il importe d'aider ces gens à l'heure actuelle. Je ne parle pas d'un secteur particulier de cette industrie mais de l'ensemble de l'industrie dans les provinces atlantiques. Je ne suis pas très au courant de la situation sur la côte du Pacifique, mais je sais, pertinemment, que ces hommes ont besoin d'une aide financière.

Voici ce que je recommanderais. Je ne vois pas pourquoi des petits prêts, effectués par l'entremise de nos banques locales et garantis par le Gouvernement, ne résoudraient pas le problème. Je crois que ce serait là la manière de le résoudre en très peu de temps. Mais il ne faudrait pas trop tarder.

Le prêt pourrait être faible, le pêcheur n'ayant pas besoin de beaucoup d'argent, seulement assez pour assurer sa subsistance en 1954. Je souhaite que les pêcheurs obtiennent un tel secours et j'espère que le Gouvernement jugera à propos de le leur assurer le plus tôt possible, afin qu'ils puissent exercer de nouveau l'industrie qu'il préfèrent, accomplir le genre de travail qu'ils sont le mieux en mesure d'effectuer.

[M. Stuart (Charlotte).]

Le député de Cap-Breton-Sud (M. Gillis) disait, hier, que nos prix élevés pourraient bien nous faire perdre nos débouchés extérieurs. Je suis tout à fait de cet avis. Ce problème est l'un des plus graves qui se posent au pays à l'heure actuelle. Il est une autre déclaration du député à laquelle je souscris sans réserve. Notre économie, a-t-il dit, est étroitement liée à celle de nos voisins du Sud et, que nous le voulions ou non, tout ce que pourra subir cette dernière aura des répercussions considérables sur notre économie.

Il y a bien des années que ceux qui vivent à proximité de la frontière internationale ont constaté la vérité de cette affirmation. L'économie des États-Unis ne peut-être ébranlée sans que celle du Canada s'en ressente immédiatement. Chaque jour, il est question de surproduction. Dans beaucoup de milieux, on estime que la production excessive a bien pu être la cause du chômage dont notre pays souffre aujourd'hui. A mon avis, c'est pure imagination, car j'estime que depuis la création de notre monde, il n'y a jamais eu de production excessive de quelque produit que ce soit. La seule chose qui cloche, c'est le prix. Nous avons, aujourd'hui, dans l'Ouest du Canada, des millions de boisseaux de blé que nous considérons comme excédentaires et dus à la surproduction. Mais si l'on tourne la page, on constatera que les sept dixième de la population mondiale sont sous-alimentés. Il n'y a jamais eu de rendement excessif à n'importe quel point de vue. Tout le mal vient de la façon de répartir les produits et c'est le prix qui en est, en grande partie, la cause.

Prenant la parole il y a quelques semaines à Rome, le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) s'est exprimé ainsi:

A mon avis, aucun pays ne peut se permettre d'acheter certains de nos produits au prix que nos agriculteurs se voient obligés d'exiger pour vivre.

Je crois que chaque député pourrait confirmer cette déclaration. Voilà un des graves problèmes qui se posent à notre pays. Nos prix sont devenus tels que, trop élevés pour le marché domestique, ils le sont encore de façon plus marquée sur les marchés étrangers. Personne plus que moi en cette enceinte ne souhaite un niveau élevé de vie au pays; mais il me semble qu'aujourd'hui le consommateur en est rendu à ne plus pouvoir se désintéresser des prix et que le moment est venu où il doit se produire une réduction quelque part.

A ce moment-là, il nous faudra serrer un peu la ceinture. Quand on demande cela à l'ouvrier, il ne manifeste guère d'empressement. Je ne critique pas l'attitude des ouvriers; mais il nous faut tous regarder la situation bien en face et nous convaincre de la nécessité d'exporter. Notre pays ne jouera